



Verfassungsgerichtshof

**ÜBERSETZUNG**  
**Entscheid Nr. 99/2025**  
**vom 26. Juni 2025**  
**Geschäftsverzeichnissnr. 8462**  
**AUSZUG**

*In Sachen:* Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 53 und 67 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 11. Dezember 2024 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Unterricht, Schulgebäude, Forschung und Kultur », erhoben von der VoG « Fédération des Étudiant·e·s francophones ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten Pierre Nihoul und Luc Lavrysen, und den Richtern Joséphine Moerman, Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt und Katrin Jadin, unter Assistenz des Kanzlers Frank Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten Pierre Nihoul,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

*I. Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 9. April 2025 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. April 2025 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Fédération des Étudiant·e·s francophones », unterstützt und vertreten durch RA François Belleflamme, in Brüssel zugelassen, Klage einstweilige Aufhebung der Artikel 53 und 67 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 11. Dezember 2024 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Unterricht, Schulgebäude, Forschung und Kultur » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Januar 2025).

Mit derselben Klageschrift beantragt die klagende Partei ebenfalls die Nichtigerklärung derselben Dekretsbestimmungen.

Durch Anordnung vom 22. April 2025 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richterinnen Emmanuelle Bribosia und Joséphine Moerman den Sitzungstermin für die Verhandlung über die Klage auf einstweilige Aufhebung auf den 21. Mai 2025

anberaumt, nachdem die in Artikel 76 § 4 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof genannten Behörden aufgefordert wurden, ihre etwaigen schriftlichen Bemerkungen in der Form eines Schriftsatzes spätestens am 15. Mai 2025 einzureichen und eine Abschrift desselben innerhalb derselben Frist der klagenden Partei sowie der Kanzlei des Gerichtshofes per E-Mail an die Adresse « griffie@const-court.be » zu übermitteln.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, unterstützt und vertreten durch RA Michel Karolinski und RÄin Vannessa Rigodanzo, in Brüssel zugelassen, hat schriftliche Bemerkungen eingereicht.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 21. Mai 2025

- erschienen

. RA François Belleflamme und RA Aymane Ralu, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,

. RÄin Vanessa Rigodanzo *loco* RA Michel Karolinski, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

- haben die referierenden Richterinnen Emmanuelle Bribosia und Joséphine Moerman Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des vorerwähnten Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, die sich auf das Verfahren und den Sprachengebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

## II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

### *In Bezug auf das angefochtene Dekret und dessen Kontext*

B.1.1. Die Klage betrifft die Regelung der Finanzierbarkeit der Studierenden im Hochschulwesen der Französischen Gemeinschaft, die mehrmals abgeändert wurde. Diese Regelung war ursprünglich im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 11. April 2014 « zur Anpassung der Finanzierung der Hochschuleinrichtungen an die neue Organisation des Studiums » (nachstehend: Dekret vom 11. April 2014) festgelegt.

B.1.2. Dieselbe Regelung wurde anschließend durch das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 2. Dezember 2021 « zur Abänderung des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Hochschullandschaft und der akademischen Organisation des Studiums und sonstiger Rechtsvorschriften im Bereich des Hochschulwesens » (nachstehend: Dekret vom 2. Dezember 2021) reformiert, das Artikel 5 des Dekrets vom 11. April 2014 wie folgt abändert:

« Art. 5. § 1er. Outre les conditions prévues à l'article 3, un étudiant est finançable :

1. soit lorsqu'il s'inscrit à un cycle d'études, sans avoir été déjà inscrit à des études de même cycle au cours des cinq années académiques précédentes;

2. soit lorsqu'il a acquis la totalité des crédits lors de son inscription précédente dans ce cursus avec un programme annuel de l'étudiant minimum de 45 crédits, sauf en cas d'allègement;

3. soit lorsqu'il remplit des conditions de réussite académique suffisantes telles que décrites aux paragraphes suivants.

§ 2. L'étudiant inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 180 crédits ne remplit plus les conditions de réussite académique suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de sa première inscription dans ce cursus, il n'a pas acquis ou valorisé les crédits associés à une unité d'enseignement minimum parmi les unités d'enseignement du premier bloc annuel;

2. au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé les 60 premiers crédits du premier bloc annuel de son cursus;

3. au terme de quatre inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 120 crédits de son cursus;

4. au terme de cinq inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

Par exception à l'alinéa 1er, 2°, au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, peut être considéré comme remplissant des conditions de réussite suffisantes, moyennant accord du jury :

1° l'étudiant visé à l'article 100, § 1er, alinéa 4 ou 5, du décret du 7 novembre 2013 qui a acquis ou valorisé 60 crédits dont au moins 50 crédits du premier bloc annuel;

2° l'étudiant visé à l'article 100, § 1er, alinéa 6, du même décret qui a acquis ou valorisé au moins 50 crédits du premier bloc annuel, sous réserve des conditions complémentaires fixées par le jury qui peut lui imposer l'inscription à des activités d'aide à la réussite prévues à l'article 148.

Dans ces cas, le solde des crédits du 1er bloc annuel doit être intégralement obtenu au cours de l'année académique suivante pour continuer à remplir les conditions de réussite suffisantes.

Le jury procède à une analyse des résultats de chacun des étudiants qui pourraient bénéficier des exceptions précisées à l'alinéa 2, 1° et 2°.

Outre les conditions visées à l'alinéa 1er, 1° à 3°, l'étudiant inscrit à un premier cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé de 240 crédits ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de six inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 180 crédits de son cursus;

2. au terme de sept inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

L'étudiant inscrit à des études de spécialisation de premier cycle ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'au terme de deux inscriptions dans le premier cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

§ 3. L'étudiant inscrit à un deuxième cycle d'études conduisant à un grade académique déterminé ne remplit plus les conditions de réussite suffisantes lorsqu'il se trouve dans l'une des hypothèses suivantes :

1. au terme de deux inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 60 crédits de son cursus, dont, le cas échéant, ceux du programme complémentaire visé à l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité;

2. au terme de quatre inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé 120 crédits de son cursus;

3. au terme de six inscriptions dans le deuxième cycle, il n'a pas acquis ou valorisé la totalité des crédits de son cursus.

Lorsque des conditions complémentaires d'accès sont prévues en application de l'article 111 du décret du 7 novembre 2013 précité, l'étudiant bénéficie :

1. d'une inscription supplémentaire lorsque ces conditions complémentaires représentent 30 crédits supplémentaire[s] au maximum;

2. de deux inscriptions supplémentaires lorsque les conditions complémentaires représentent de 31 à 60 crédits supplémentaires.

§ 4. Pour l'application des §§ 2 et 3, ne sont pas prises en compte les inscriptions au cours des années académiques précédentes qui ont conduit à l'obtention d'un grade académique.

§ 5. En cas de réorientation, l'étudiant visé aux paragraphes 2 et 3 bénéficie d'une inscription supplémentaire. Ce bénéfice n'est toutefois accordé qu'une seule fois sur la durée du cycle concerné. Par dérogation au paragraphe 2, alinéa 1er, 2°, l'étudiant qui se réoriente

après la deuxième inscription dans le cycle de bachelier doit acquérir ou valoriser au minimum 50 premiers crédits de son cursus au terme de trois inscriptions au maximum dans le cycle, et les 60 premiers crédits de son cursus au terme de quatre inscriptions au maximum.

Pour l'application du présent paragraphe, la réorientation vise l'hypothèse prévue à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013 ou celle dans laquelle un étudiant s'inscrit en début d'année académique à un programme d'études menant à un grade académique sans y avoir été déjà inscrit mais en ayant déjà été inscrit à un autre programme d'études.

Par ailleurs, lorsqu'un étudiant est en situation d'allègement de programme en application de l'article 150 sans réorientation ou de l'article 151 du décret du 7 novembre 2013, il bénéficie d'une demi-inscription supplémentaire dans le cycle concerné. Dans le calcul du cycle, la somme des inscriptions supplémentaires est arrondie à l'entier supérieur.

§ 6. L'étudiant qui s'inscrit en premier cycle d'études sur la base des conditions visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 est réputé avoir été régulièrement inscrit pour chaque année académique qui suit l'obtention du diplôme, titre ou certificat visé dans ces conditions d'accès, à un programme annuel de 60 crédits des études visées, sauf pour les années pour lesquelles il apporte la preuve qu'il n'a été inscrit à aucune activité d'enseignement supérieur ou concours ou épreuve d'accès à celui-ci au cours de l'année visée. Il s'agit d'activités ou de concours ou d'épreuves d'accès tant en Communauté française qu'en dehors de celle-ci. Cette preuve peut être apportée par tout document officiel probant ou, en l'absence de document [dûment] justifiée pour des raisons de force majeure, par une déclaration sur l'honneur de l'étudiant témoignant de l'impossibilité matérielle de fournir un tel document.

§ 7. Par dérogation au § 2, alinéa 1er, 2° à 4°, l'étudiant, inscrit pour la première fois dans une première année de premier cycle, et qui, à l'issue de cette année, a acquis au moins 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études en sciences vétérinaires, mais qui n'a pas reçu d'attestation d'accès à la suite du programme de cycle, bénéficie d'une inscription supplémentaire.

§ 8. Pour les étudiants visés à l'article 100, § 3 du décret du 7 novembre 2013, le respect des conditions de finançabilité de l'étudiant est vérifié séparément dans chacun des deux cycles ».

Dieses Dekret ist mit Wirkung vom akademischen Jahr 2022-2023 in Kraft getreten (Artikel 30). Artikel 27 enthielt jedoch eine Übergangsregelung mit folgendem Wortlaut:

« Les étudiants déjà inscrits dans un cycle d'études en Communauté française à l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis aux dispositions du décret du 11 avril 2014 applicables la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, tant qu'ils sont dans ce cycle d'études et au plus tard jusqu'à l'année académique 2023-2024 incluse ».

B.1.3. Am 31. Mai 2024 wurde das Dekret der Französischen Gemeinschaft « zur Verbesserung der Zugänglichkeit des Studiums, zur Gewährleistung der Finanzierbarkeit der Studierenden und zur Einführung einer bezifferten Steuerung » (nachstehend: Dekret vom

31. Mai 2024) angenommen, das das Inkrafttreten des Dekrets vom 2. Dezember 2021 teilweise und vorübergehend aussetzt und bestimmt:

« [...] »

Art. 2. L'article 27 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur est complété par la phrase suivante :

‘ Ceux de ces étudiants qui étaient inscrits et finançables au cours de cette dernière année académique sont réputés finançables en vue de leur inscription dans le même cursus lors de l'année académique 2024-2025 ’.

Art. 3. Les étudiants finançables inscrits au cours de l'année académique 2023-2024 et qui n'ont pas valorisé ou acquis au terme de deux inscriptions dans le premier cycle les 60 premiers crédits du premier bloc annuel de leur cursus sont considérés, par dérogation à l'article 5, § 2, alinéa 1, 2. du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021 comme remplissant les conditions de réussite suffisantes au sens de l'article 5, § 1er, 3. du même décret du 11 avril 2014 en vue de leur inscription lors de l'année académique 2024-2025 pour autant qu'ils aient valorisé ou acquis au moins 45 crédits de leur cursus.

Art. 4. A l'article 5, § 1er, 2., du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les mots ‘ avec un programme annuel de l'étudiant minimum de 45 crédits, sauf en cas d'allègement ’ sont abrogés.

Art. 5. A l'article 5, § 5, alinéa 1er, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase est complétée par les mots suivants ‘ ou, s'il se réoriente après la deuxième inscription dans le premier cycle, de deux inscriptions supplémentaires ’.

2° la dernière phrase est abrogée.

[...] »

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2024-2025 ».

B.1.4. Die Regelung der Finanzierbarkeit wurde durch das Programmdekret der Französischen Gemeinschaft vom 11. Dezember 2024 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf Unterricht, Schulgebäude, Forschung und Kultur » (nachstehend: Programmdekret vom 11. Dezember 2024) erneut reformiert. Die klagende Partei beantragt die

Nichtigerklärung der Artikel 53 und 67 des Programmdekrets vom 11. Dezember 2024, die bestimmen:

« Art. 53. Le décret du 31 mai 2024 en vue de renforcer l'accessibilité aux études, de garantir la finançabilité des étudiants et d'instaurer un pilotage chiffré est abrogé à l'exception des articles 4 et 10 ».

« Art. 67. [...]

i) l'article 53 entre en vigueur à partir de l'année académique 2025-2026;

[...] ».

B.1.5. Schließlich hat das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 23. Januar 2025 « zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Bereich des Hochschulwesens und der Forschung », das nicht angefochten wird, das Dekret vom 11. April 2014 nochmals abgeändert.

Dieses Dekret ist ab dem akademischen Jahr 2023-2024 wirksam (Artikel 33). Es wirkt sich nicht auf die vorliegende Rechtssache aus.

B.2. Laut der Begründung des Programmdekrets vom 11. Dezember 2024 bezwecken die Bestimmungen bezüglich der Finanzierbarkeit der Studierenden die « Abschaffung des Dekrets vom 31. Mai 2024 im Hinblick auf die Verbesserung der Zugänglichkeit des Studiums, die Gewährleistung der Finanzierbarkeit der Studierenden und die Einführung einer bezifferten Steuerung, mit Ausnahme von zwei Bestimmungen. Ziel ist es, zu der im Dekret vom 2. Dezember 2021 vorgesehenen Regelung zurückzukehren, gemäß der Konzertierung mit dem Sektor » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2024-2025, Nr. 34/1, S. 13). Es wurde Folgendes hinzugefügt:

« En effet, les modifications prévues dans le décret du 31 mai 2024 précité contribuent à allonger la durée des études, accentuer la précarité étudiante et induire un risque de stagnation des étudiants en bloc 1, dans une phase où justement, les besoins en termes d'aide à la réussite, d'encadrement et de capacité d'accueil sont les plus importants. Par ailleurs, l'augmentation de la population étudiante finançable provoquée par le décret du 31 mai 2024 précité implique des coûts directs à charge de la Communauté française, à savoir sur le montant des subsides sociaux et la réduction des droits d'inscriptions pour les étudiants de condition modeste.

Par conséquent, le retour à la réforme de 2021, s'il a pour but de permettre à l'étudiant de s'inscrire au plus tôt sur une trajectoire de réussite, aura également un impact budgétaire positif

sur les finances de la Communauté française dès le budget 2025, en évitant les réorientations tardives et le maintien à long terme dans les études des étudiants.

Enfin, il est nécessaire que les étudiants soient informés au plus tôt dans l'année académique des règles qui seront d'application à la prochaine rentrée, afin de les encourager à réussir leurs examens, dès la session de janvier 2025.

En réponse à l'avis du Conseil d'État n° 77.160/2-4 du 4 novembre 2024, il convient de rappeler que les articles 2 et 3 du décret du 31 mai 2024 sont des dispositions temporaires applicables uniquement pour l'année académique 2024-2025. Dans la mesure où l'abrogation du décret du 31 mai 2024 entre en vigueur à partir de l'année 2025-2026, cette abrogation n'aura pas de conséquences pour les étudiants valablement inscrits lors de l'année 2024-2025 en vertu de ce décret. Il en va de même pour les articles 6, 7 et 8 du décret du 31 mai 2024, qui prévoient un financement unique et exceptionnel en 2024 au bénéfice des établissements d'enseignement supérieur. En ce qui concerne l'abrogation de l'article 5 du décret du 31 mai 2024, il s'agit bien de revenir à la règle de la réorientation telle qu'elle était prévue par le décret du 2 décembre 2021, avant que le décret du 31 mai 2024 ne modifie l'article 5 du décret du 11 avril 2014. À partir de la rentrée 2025-2026, l'article 5, § 5, alinéa 1er, du décret du 11 avril 2014, tel que remplacé par le décret du 2 décembre 2021, sera donc d'application » (ebenda, S. 35).

B.3. Die klagende Partei beantragt die einstweilige Aufhebung der Artikel 53 und 67 des Programmdekrets vom 11. Dezember 2024. Ihre Beschwerdegründe beziehen sich auf drei diskriminierende Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen, die das Dekret vom 2. Dezember 2021 wieder in Kraft setzen, und zwar die Unmöglichkeit der Neuorientierung am Anfang des akademischen Jahres 2025-2026 nach drei Jahren im selben Zyklus, die Abschaffung des durch Artikel 5 Absatz 1 Nr. 1 des Dekrets vom 31. Mai 2024 eingeführten doppelten Jahres der Finanzierbarkeit und die Voraussetzung für Studierende, die sich nach der zweiten Einschreibung im Bachelorzyklus neu orientieren, mindestens 50 Erstkredite ihres Kursus am Ende von höchstens drei Einschreibungen im Zyklus und 60 Erstkredite ihres Kursus am Ende von höchstens vier Einschreibungen zu erwerben oder in Wert zu setzen. Die klagende Partei weist außerdem auf das Nichtvorhandensein einer Übergangsregelung für Studierende hin, die sich 2024 unter der Geltung des Dekrets vom 31. Mai 2024 eingeschrieben haben.

*In Bezug auf die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung*

B.4. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof sind zwei Bedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.
  
- Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muss die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Da die beiden Bedingungen kumulativ sind, führt die Feststellung der Nichterfüllung einer dieser Bedingungen zur Zurückweisung der Klage auf einstweilige Aufhebung.

B.5.1. Hinsichtlich der Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils muss die einstweilige Aufhebung einer gesetzeskräftigen Bestimmung durch den Gerichtshof verhindern können, dass der klagenden Partei durch die unmittelbare Anwendung der angefochtenen Norm ein ernsthafter Nachteil entstehen würde, der bei einer etwaigen Nichtigerklärung dieser Norm nicht oder nur schwer wiedergutzumachen wäre.

B.5.2. Aus Artikel 22 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 geht hervor, dass zur Erfüllung der zweiten Bedingung von Artikel 20 Nr. 1 dieses Gesetzes die Person, die Klage auf einstweilige Aufhebung erhebt, in ihrer Klageschrift konkrete und präzise Fakten darlegen muss, die hinlänglich beweisen, dass die unmittelbare Anwendung der Bestimmung, deren Nichtigerklärung sie beantragt, ihr einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil zu verursachen droht.

Diese Person muss insbesondere den Nachweis des Bestehens des Risikos eines Nachteils, seiner Schwere, seiner schwer wiedergutzumachenden Beschaffenheit und des Zusammenhangs dieses Risikos mit der Anwendung der angefochtenen Bestimmung erbringen.

B.6. Die klagende Partei behauptet, dass die angefochtenen Bestimmungen ein Hindernis für die Neuorientierung der betreffenden Studierenden darstellen würden. Diese liefen Gefahr, eines oder mehrere Studienjahre zu verlieren. Sie fügt hinzu, dass die angefochtenen

Bestimmungen ihr einen schwer wiedergutzumachenden ernsthaften immateriellen Nachteil zufügen würden.

B.7. Zur Beurteilung der ernsthaften und schwer wiedergutzumachenden Beschaffenheit eines Nachteils darf eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die Grundsätze verteidigt oder ein kollektives Interesse schützt, nicht mit den natürlichen Personen verwechselt werden, deren persönliche Lage beeinträchtigt wird und auf die sich diese Grundsätze und dieses Interesse beziehen.

B.8. Von den angeführten Nachteilen, die die betreffenden Studierenden erleiden könnten, ist die klagende Partei nicht persönlich betroffen. Was den angeführten Nachteil betrifft, den die klagende Partei selbst erleiden könnte, handelt es sich um einen rein immateriellen Nachteil infolge der Annahme und Anwendung von gesetzeskräftigen Bestimmungen, die sich auf die von ihr vertretenen kollektiven Interessen auswirken. Ein solcher Nachteil ist nicht schwer wiedergutzumachen, da er im Falle der Nichtigkeitserklärung der angefochtenen Bestimmungen verschwinden würde.

B.9. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die klagende Partei nicht nachweist, dass die unmittelbare Anwendung der angefochtenen Bestimmungen für sie zu einem schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil führen könnte.

Da eine der Bedingungen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann, nicht erfüllt ist, ist die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückzuweisen.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage auf einstweilige Aufhebung zurück.

Erlassen in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 26. Juni 2025.

Der Kanzler,

Der Präsident,

(gez.) Frank Meersschaut

(gez.) Pierre Nihoul